

## Septembre 2022 : L'agriculture au Burkina impactée par les désordres internationaux

### 1. Prix des engrais en hausse

Au Burkina Faso, 82 % de la population vit de l'agriculture, c'est-à-dire elle tire ses revenus et son alimentation de l'agriculture du pays. Or, actuellement, on constate une flambée des prix des intrants, due en grande partie à la crise russo-ukrainienne. 50 % de l'urée et 70% du potassium, composants des produits fertilisants NPK, sont importés de Russie et de Biélorussie, et les prix ont doublé, voire triplé.

Les conséquences sont évidemment très graves pour la campagne agricole actuelle, déjà impactée par le djihadisme, la pandémie récente et les effets du changement climatique. A certains endroits, on a semé sans engrais.

Le paysan burkinabé utilise huit fois moins d'engrais que la moyenne mondiale, néanmoins ces peu d'engrais sont nécessaires pour le sol, de plus en plus dégradé à cause des sécheresses répétées au Sahel.

Les engrais importés sont utilisés pour la culture des céréales et du coton (que le Burkina exporte). A cause de la pandémie, les pays ouest-africains ont commencé l'année sans stocks. Puis, les opérateurs ont hésité avant d'acheter, et n'ont pas prévu la montée des prix, due à la guerre en Ukraine. En plus, les exportateurs d'engrais ont d'abord vendu aux plus gros consommateurs (U.S.A., Inde etc.).

En avril, seul 12% des besoins du B.F. étaient couverts. L'aide de l'Etat (subventions sur les engrais) coûte très cher, reste insuffisante et est arrivée en retard.

Il est à remarquer que le Burkina est lui-même producteur de phosphates. Il existe donc un projet d'usine d'engrais à Koupela, mais les crédits pour sa mise en œuvre manquent.

### 2. Prix des céréales en hausse

La dernière récolte avait déjà chuté de 10% (insécurité, chocs climatiques). Certains paysans avaient abandonné le maïs, très gourmand en eau, pour le remplacer par le niébé, un légumineux à rendement faible.

Actuellement, env. 40% du territoire burkinabé est sous l'emprise djihadiste, ce qui fait qu'un citoyen sur 10 a fui son village en abandonnant ses champs. Ainsi 450 000 hectares de surface cultivable sont perdus.

Donc la rareté des céréales fait grimper les prix : entre 70% et 85% de hausse. Cette hausse peut monter à 150% sur des marchés soumis au blocus des djihadistes.

Source : Sophie Douce . Au Burkina Faso, jusqu'à 35000 francs .. [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

### 3. Les conséquences dramatiques

On assiste à la pire crise de la faim en 10 ans. 3 millions de personnes souffrent actuellement de malnutrition, à des degrés différents (voir à ce sujet le site : [fews.net](http://fews.net), un réseau de systèmes d'alerte contre les famines, émanant de US Aid, qui détaille pour le Burkina l'état actuel de l'insécurité alimentaire, avec cartes et statistiques à l'appui.) On rapporte que les habitants de certains villages se nourrissent de la cueillette et de feuilles de baobab.

Ce ne sont pas seulement les villages reculés des provinces du Nord qui sont impactés, mais également des villes moyennes, comme Djibo dans le Soum. La ville qui avait, il y a 3 ans, 30 000 habitants, compte aujourd'hui plus de 200 000, ceci du aux déplacements internes des réfugiés.

Située en zone rouge (=famine), elle connaît également de graves problèmes d'approvisionnement en eau . Les GANE ( =groupes armés non étatiques) ont détruit les installations d'eau de la ville, et la population est forcée de puiser l'eau dans les mares, avec tous les risques sanitaires que cela implique.

Vu que les djihadistes font également sauter les ponts sur les axes de communication entre les localités, les autorités et les ONG sont empêchées d'acheminer l'eau (et bien sur la nourriture) par la route. Et pour parfaire leur mainmise sur la région, les groupes armés détruisent les antennes de téléphonie mobile.

Sources : [solidarités.org](http://solidarités.org) ; [reports.unocha.org](http://reports.unocha.org) ; [lefaso.net](http://lefaso.net)

### 4. L'aide internationale

Les bailleurs internationaux (Banque Mondiale, UE, ONU, USAid etc.) interviennent, comme d'habitude. Mais malgré les sommes considérables engagées, le but est rarement atteint.

Un exemple parmi d'autres : les services de UNOCHA (= Nations unies) publient les chiffres du Plan de réponse humanitaire pour le Burkina en 2022 :

- 330 millions de \$ requis
- seul 119 millions sont débloqués
- seul 33% des personnes prévues ont été aidées

Il est peu probable que le but initialement prévu sera atteint à la fin de l'année 2022. Bien sur, d'autres organismes, publics ou privés, interviennent, mais les obstacles à surmonter sont énormes et le flot de personnes dans le besoin augmente sans cesse.

source : [hum-insight.info/plan](http://hum-insight.info/plan) (site de UN OCHA), 2022.